

Extrait du CDURABLE.info l'essentiel du développement durable

<http://cdurable.info/Six-mois-avant-les-Jeux-olympiques-la-repression-continue,808.html>

Jeux Olympiques de Pékin 2008

Six mois avant les Jeux olympiques, la répression continue

- Humain - Contribution Sociale - Réseau des acteurs du DD -



Date de mise en ligne : vendredi 1er février 2008

Copyright © CDURABLE.info l'essentiel du développement durable - Tous
droits réservés

Le 13 juillet 2001, le Comité olympique international (CIO) attribuait l'organisation des Jeux olympiques d'été de 2008 à Pékin. Parallèlement, la police chinoise intensifiait la répression contre les éléments subversifs de la société, notamment les internautes et les journalistes. Six ans plus tard, rien n'a changé. Et malgré cette absence de progrès significatifs en matière de liberté d'expression et de droits de l'homme en Chine, les membres du CIO restent sourds aux appels répétés des organisations internationales qui dénoncent l'ampleur de la répression.

Reporters sans frontières s'est prononcée, dès le début, contre l'attribution des JO à Pékin. Six mois avant la cérémonie d'ouverture, l'organisation rappelle que les médias et Internet sont toujours vus par le gouvernement chinois comme l'un des secteurs stratégiques à ne pas abandonner aux "forces hostiles" dénoncées par le président Hu Jintao. Le Département de la publicité, celui de la sécurité publique et la cyberpolice, bastions des conservateurs, sont chargés de faire scrupuleusement appliquer la censure.

Une trentaine de journalistes et une cinquantaine d'internautes sont actuellement emprisonnés en Chine. Certains depuis les années 1980. Le gouvernement bloque des milliers de sites Internet d'informations. Les programmes en chinois, tibétain et ouïghour d'une dizaine de radios internationales sont brouillés. Après les sites Internet et les forums de discussion, les autorités se concentrent désormais sur les blogs et les sites permettant l'échange de vidéos. Les outils de blogs du pays incluent tous des filtres qui bloquent les mots clefs jugés "subversifs" par les censeurs. La loi sanctionne lourdement la "divulgence de secrets d'Etat", la "subversion" et la "diffamation", autant d'accusations régulièrement utilisées pour faire taire les voix les plus critiques. Bien que les mesures encadrant le travail des journalistes étrangers aient été assouplies, il est toujours impossible pour les médias internationaux d'employer des journalistes chinois, ou de se déplacer librement au Tibet et au Xinjiang.

Des promesses jamais tenues

Pour obtenir l'organisation des JO, les autorités chinoises ont promis au CIO et à la communauté internationale des améliorations concrètes dans le domaine des droits de l'homme. Mais une fois la victoire acquise, le ton a changé.

Le vice-Premier ministre de l'époque Li Lanqing a, par exemple, affirmé, quatre jours après le vote du CIO, en 2001, que la "victoire olympique de la Chine" devait inciter le pays à préserver sa "vie saine" en luttant notamment contre le mouvement spirituel Falungong qui a "attisé l'insécurité". Au moins cent adeptes du Falungong sont morts en détention depuis l'interdiction du mouvement et plusieurs milliers d'autres sont emprisonnés.

Un peu plus tard, c'était au tour de Hu Jintao, le vice-président chinois de l'époque et actuel président, d'affirmer qu'après le "triomphe" de Pékin, il était "primordial de lutter sans équivoque contre les activités séparatistes orchestrées par le dalaï-lama et les forces antichinoises dans le monde". Dans l'ouest du pays, où vit une forte minorité musulmane, les autorités de la province du Xinjiang ont exécuté des Ouighours accusés de "séparatisme".

Enfin, la police et la justice ont reçu l'ordre de poursuivre la campagne "Frapper fort" contre la délinquance. Plusieurs milliers de Chinois sont exécutés, chaque année, d'une balle dans la nuque ou d'une injection létale, en public, parfois dans des stades.

Le CIO ne peut plus rester muet

Les gouvernements des Etats démocratiques qui espèrent encore que "les JO permettront d'améliorer la situation des droits de l'homme en Chine" se trompent. Le "dialogue constructif" prôné par certains ne mène à rien.

Au cours de ces sept dernières années, la répression envers les journalistes et les cyberdissidents n'a pas diminué. Et tout laisse penser que cela va continuer. Le CIO a investi le régime chinois d'une tâche qu'il va exécuter avec zèle : "organiser des JO sécurisés". Pour Pékin, cela signifie davantage d'arrestations de dissidents, plus de censure et aucun mouvement de contestation sociale.

Il n'est pas question de gâcher la fête, ni de prendre en otages les JO. C'est la Chine, au contraire, qui a pris en otages les Jeux et l'esprit olympique, avec la complicité du CIO. Le mouvement sportif mondial doit maintenant donner de la voix pour que les Chinois bénéficient enfin des libertés qu'ils réclament depuis des années. La Charte olympique stipule que le sport doit être mis "au service du développement harmonieux de l'homme, en vue d'encourager l'établissement d'une société pacifique, soucieuse de préserver la dignité humaine". Les athlètes et les amateurs de sport ont le droit et le devoir de défendre cette Charte. Le CIO doit faire preuve de courage et tout faire pour que les valeurs de l'olympisme ne soient pas allègrement bafouées par les organisateurs chinois.

Le CIO est aujourd'hui le mieux placé pour exiger du gouvernement chinois des gages de bonne volonté. L'instance olympique doit exiger de Pékin que la situation des droits de l'homme s'améliore de manière notable avant la cérémonie d'ouverture du 8 août 2008.

Et le CIO ne doit pas céder devant les intérêts économiques de tous ceux qui considèrent que la Chine est un marché essentiel et que rien ne doit empêcher d'y faire des affaires.

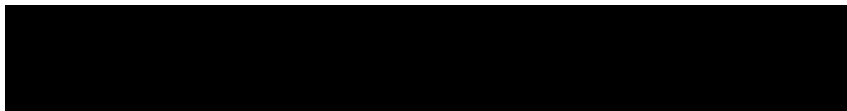
Pas de Jeux olympiques sans démocratie !

Reporters sans frontières demande aux Comités nationaux olympiques, au CIO, aux athlètes, à tous les amoureux du sport et aux défenseurs des droits de l'homme d'exprimer publiquement leur inquiétude face aux innombrables violations de toutes les libertés fondamentales en Chine populaire.

Six mois avant les Jeux olympiques, la répression continue

Après la désignation de Pékin en 2001, Harry Wu, dissident chinois qui a passé dix-neuf ans dans les prisons de son pays, a déclaré qu'il regrettait profondément que la Chine n'ait "pas l'honneur et la récompense d'accueillir les Jeux olympiques en pays démocratique".

"Politiquement, une grave erreur ; humainement, une bassesse ; juridiquement, un crime." Le cri d'indignation lancé par le dissident russe Vladimir Boukovski contre la tenue des JO à Moscou en 1980, reste d'actualité en 2008.



▶ Soutenez l'action de Reporters Sans Frontières en signant la pétition : [Un geste pour les droits de l'homme avant Pékin 2008](#) qui sera adressé à Liu Qi, président du Comité organisateur des JO 2008 et chef du Parti communiste chinois à Pékin.

▶ [Le Rapport annuel 2007 de Reporters Sans Frontières sur la Chine](#)